



OBSERVATOIRE DE LA SANTÉ 2020

ZOOM SUR L'ACCÈS AUX SOINS EN GRAND EST

Consacré à l'accès aux soins, l'Observatoire de la Mutualité Française est paru en octobre. Alors que la demande de soins s'accroît partout et à tous les âges de la vie, il pointe des disparités importantes en termes de densité médicale. Le Grand Est et ses dix départements n'échappent pas à la règle.

1| Une demande de soins en constante augmentation

La consommation de soins, et corrélativement son coût, augmentent partout en France. A cela, **deux raisons principales** :

► **Le développement des maladies chroniques, tous âges confondus.**

En dix ans, entre 2008 et 2018, le nombre de personnes souffrant d'affections longue durée (ALD) a augmenté de 40%. Les pathologies et traitements chroniques concernent 35% de la population, soit près de 21 millions de personnes.

► **L'accroissement et le vieillissement marqué de la population.**

Aujourd'hui, en France, plus d'un quart de la population a plus de 60 ans (un tiers dans 30 ans). La dépense moyenne de santé d'un homme âgé de 70 à 74 ans est 8 fois plus élevée que celle d'un homme de 20 à 24 ans.

En Grand Est, dans cinq départements sur dix, la proportion des plus de 60 ans est supérieure à la moyenne nationale : la Haute-Marne (33%), les Vosges (33%), la Meuse (31%), les Ardennes (30%) et l'Aube (28%) sont concernés.

À contrario, pour la Marne, la Meurthe-et-Moselle, la Moselle, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, la population âgée de plus de 60 ans au 1^{er} janvier 2020 s'inscrit globalement dans la moyenne de la France métropolitaine (entre 25 et 27%).

Par ailleurs, les **déserts médicaux** se sont multipliés ces dernières années : en 2018, 7,4 millions de personnes soit plus d'un dixième de la population (11,1%), vivent dans une commune où l'accès à un médecin généraliste est limité. Cette proportion n'a cessé de croître puisqu'elle était de « seulement » de 7,6% en 2012.

Malheureusement, comme sur le reste du territoire, en Grand Est, l'inflation de la demande de soins se heurte à une densité médicale disparate qui alimente des inégalités d'accès aux soins.

Votre contact *presse* :

Lorraine MEYER - 06 87 14 22 39 - lmeyer@mfge.fr

2 | Des départements inégalement dotés en médecins généralistes et spécialistes

En France métropolitaine, on compte en moyenne 152 généralistes et 190 spécialistes pour 100 000 habitants. Ces chiffres cachent de profondes disparités.

Ainsi, **en Grand Est**, si l'on peut compter jusqu'à 173 généralistes pour 100 000 habitants dans le Bas-Rhin, département le mieux doté, on n'en comptabilise que 118 dans l'Aube.

Il en est de même pour les spécialistes. Le Bas-Rhin et la Meurthe-et-Moselle affichent le meilleur taux avec respectivement 233 et 232 professionnels pour 100 000 habitants. La Meuse est, quant à elle, largement sous dotée avec seulement 74 spécialistes pour 100 000 habitants alors que sa population fait partie d'un des cinq départements le plus touché par le vieillissement de la population.

Source de préoccupation supplémentaire, les départements pauvres en généralistes sont souvent ceux qui comptent le plus de médecins âgés. Que se passera-t-il quand ils partiront à la retraite ? Alors qu'en moyenne 48% des médecins Français sont âgés de 55 ans et plus, ils sont 56% à être dans cette tranche d'âge dans les Ardennes et la Haute-Marne, 54% en Moselle, 53% dans l'Aube et 51% dans le Haut-Rhin.

3 | Les modes d'organisation pour améliorer l'accès aux soins

Pour pallier la faible densité médicale, différentes mesures ont été mises en place comme la télémédecine ou encore la délégation aux pharmaciens d'officine de la vaccination antigrippale qui a permis de libérer l'équivalent de 30 consultations par médecin par an.

Ainsi, la part des vaccins effectués en officine est proche de la moyenne nationale (25%) dans les départements du Haut-Rhin (26%), de l'Aube et de la Marne (23%), de la Haute-Marne et du Bas-Rhin (22%), de la Moselle (21%) et des Vosges (20%). Les départements les plus en retrait sont les Ardennes (19%), la Meurthe-et-Moselle (18%) et la Meuse (17%).

Quant aux téléconsultations réalisées par des opérateurs privés pendant le confinement, elles ont été en nette augmentation dans les départements du **Grand Est** jusqu'à atteindre une augmentation de 267% dans la Marne et 220% en Meurthe-et-Moselle (+97% sur l'ensemble de la France), excepté pour la Haute-Marne (-31%).

Ces initiatives probantes montrent que le creusement des inégalités d'accès aux soins n'est pas irrémédiable.

La Mutualité veut aussi en témoigner dans le débat public avec les propositions qu'elle a portées lors du Ségur de la santé comme, par exemple, le partage des compétences entre professionnels de santé, le développement des téléconsultations et des espaces de santé pluriprofessionnels.

À PROPOS DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE GRAND EST

Présidée par Laurent MASSON, la Mutualité Française Grand Est rassemble près de 160 mutuelles, qui protègent plus de 2,4 millions de personnes, soit 42% de la population. 158 services de soins et d'accompagnement proposent une offre de santé globale sur l'ensemble du territoire.

Véritable mouvement social, elle fonde son action sur le respect de la dignité des personnes, la solidarité, la démocratie, l'indépendance et la responsabilité. Elle représente et défend les mutuelles et leurs adhérents, anime et coordonne la vie mutualiste régionale, apporte des services aux mutuelles (formation, communication) et met en oeuvre des actions de prévention et de promotion de la santé auprès de leurs adhérents et de la population.

Votre contact *presse* :

Lorraine MEYER
06 87 14 22 39
lmeyer@mfge.fr

[grandest.mutualite.fr](https://www.grandest.mutualite.fr)

